

## DES PROBABILITÉS DE GUERRE EN EUROPE

---

Heureux Américains, dont la puissante république occupe tout un continent, sans crainte d'agression, et, pour ainsi dire, sans armée et sans flotte, confiants, et avec raison, dans l'incalculable force latente dont vous disposez, vous devez avoir quelque peine à comprendre que les États de l'Europe s'arment sans relâche et soient sans cesse sur le point de se battre pour se disputer quelques provinces qui n'équivalent pas aux territoires que, chaque année, votre population croissante défriche et fertilise!

En vérité, vous ne pouvez à distance vous figurer tout ce que la situation de l'Europe a de terrible et de tragique; jamais dans l'histoire il n'y en eut de semblable. Chacun est convaincu qu'à tout moment peut se déchaîner une guerre si épouvantable, que toutes les autres guerres, même celle de la sécession en Amérique, ne seront que jeux d'enfants en regard de celle-ci. Les adversaires qu'on prévoit devoir se mettre en ligne, la Russie et la France d'un côté, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie de l'autre, amèneront tout d'abord sur les champs de bataille plus de sept millions de soldats avec encore dix millions de réserves. Grâce aux concentrations rapides que permettent aujourd'hui les chemins de fer, on verra dès les premiers jours deux chocs, l'un à l'est, l'autre à l'ouest, où seront aux prises trois millions d'hommes, car chacun voudra accabler son ennemi sous l'attaque de ses masses innombrables. Nul stratéliste, pas même Moltke, ne peut prévoir ce que sera une semblable rencontre. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est

que le nombre des morts et des blessés dépassera en un seul jour celui de toute une guerre d'autrefois. Jamais le sang humain n'aura abreuvé la terre en d'aussi larges flots.

Et ce qu'il y a de plus affreux, c'est que tous considèrent cette lutte comme inévitable. Aussi comme tous les États, même les petits et les neutres s'y préparent! Chaque année, les nations européennes, y compris la pacifique Angleterre, la Suisse et la Belgique, consacrent des millions à construire des forts ou des cuirassés, à perfectionner l'armement, à augmenter le nombre des canons et des hommes. La France, par exemple, a entouré sa frontière et sa capitale d'une ligne continue de fortins et de camps retranchés. L'Allemagne a fait de Metz, de Strasbourg, de Mayence, de Cologne, de gigantesques forteresses, absolument imprenables. L'Italie fortifie les passages des Alpes, les ports et même la Ville éternelle. La Belgique consacre en ce moment quarante millions de francs à fermer, par des redoutes à coupes d'acier, le passage par la vallée de la Meuse. Les budgets de la guerre augmentent partout en des proportions écrasantes. A tout moment surgit un incident qui fait croire que l'instant de la lutte décisive est arrivé: c'est tantôt un agent français indûment arrêté sur la frontière par les Allemands; tantôt la Russie qui, après avoir renversé le prince de Battenberg à Sophia, y envoie le général Kaulbars pour menacer les Bulgares de l'arrivée des Cosaques; tantôt l'abdication du roi Milan de Serbie qui fait craindre une intervention autrichienne à Belgrade. Et c'est sous la menace incessante du plus épouvantable choc d'armées qu'aura vu notre planète que nous vivons et, ce qui est plus extraordinaire, on s'y habitue, on va à ses affaires, on court à ses plaisirs, on se précipite en foule de toutes parts à l'Exposition de Paris. Pourtant chacun se dit: Peut-être sera-ce demain.

Quelles sont les questions qui mettent ainsi en danger la paix de l'Europe? Il en est deux principales qui sont bien connues: la question de l'Alsace-Lorraine et la question d'Orient.

La première est la plus difficile à résoudre, mais la moins immédiatement menaçante. La seconde offre une solution tout indiquée, mais elle est plus inquiétante, parce qu'elle est livrée aux hasards et à l'imprévu.

Ce qu'il y aurait à faire, pour l'Alsace, semble-t-il, ce serait de la constituer en pays libre et neutre comme un canton de la Suisse à laquelle on pourrait la relier par un lien fédéral, ainsi que le proposait un éminent philanthrope français, le comte Agénor de Gaspa-

rin. On aurait ainsi reconstitué le *Lothar-ring*, c'est-à-dire, en y comprenant la Belgique et le Luxembourg, un « anneau, » un demi-cercle de petits États neutralisés qui formeraient barrière entre l'Allemagne et la France et empêcheraient les frictions entre ces deux puissants États. Pour la question d'Orient, j'essayerai également d'indiquer l'arrangement qui paraît le meilleur, mais seulement après que j'aurai montré quels sont les antagonismes qu'on y rencontre.

Si l'on veut comprendre la portée et la grandeur des difficultés qui mettent en péril la paix de l'Europe, il est nécessaire de se rappeler qu'elles ont pour cause profonde ce mouvement de transformation qui agite les populations européennes et qui n'est autre que la question des nationalités. Je crois devoir résumer ici ce que j'en ai dit dans mon livre: *Causes actuelles de guerre* (chez l'éditeur Guillaumin, à Paris).

Tant que les peuples asservis n'avaient point conscience de ce qui constituait leur unité ethnique, ils se laissaient gouverner et partager comme des troupeaux. Au traité de Vienne, on faisait la part de chaque souverain en lui donnant autant de millions ou de milliers d'âmes, sans s'inquiéter de leurs convenances, de leur race et de leur langue. Il en était ainsi depuis le moyen âge où un roi, un duc, un comte agrandissait son territoire par des mariages, des achats, des conquêtes, comme si ces terres qu'il acquérait n'avaient pas d'habitants. Dans le courant de ce siècle tout a changé. C'est par la littérature que les peuples ont pris conscience d'eux-mêmes. Ils avaient appris à lire et ils lisaient. Les poètes s'adressaient à eux; leurs chants devenaient le patrimoine commun d'une même race et éveillaient en eux le sentiment d'une commune patrie. Les savants remettaient au jour d'antiques chants qui devenaient les titres de noblesse de la nationalité dont ils étaient l'expression. Ainsi les *Nibelungen* pour les Allemands, le *Lied* de Libussa pour les Tchèques. A mesure que le progrès de la démocratie faisait obtenir aux populations des conseils élus et représentatifs, la nécessité d'avoir une langue commune et de se grouper, en raison des affinités ethniques, se faisait sentir davantage. Avec un régime autocratique, un souverain peut gouverner vingt peuples de race différente. Mais le jour où ces peuples arrivent à régler leurs affaires eux-mêmes au moyen d'assemblées délibérantes, ils tendent à former une unité nationale, basée sur l'identité des origines et de la race. Quand une nationalité est ainsi constituée, elle n'a pas de repos

qu'elle n'ait attiré à elle et qu'elle ne se soit annexé les territoires où se parle sa langue et qui sont encore soumis à une autre souveraineté. Voilà ce mouvement puissant des nationalités qui a déjà changé si notablement la carte de l'Europe et qui est en train de la modifier encore. C'est là qu'il faut chercher les raisons de craindre des guerres nouvelles.

Comme des morts qui sortent de leurs tombeaux, des nationalités qu'on croyait anéanties se sont levées aspirant à vivre d'une vie indépendante et autonome; ainsi les Finnois en Finlande, les Flamands en Belgique, les Hongrois, les Tchèques, les Croates, les Slovènes en Autriche, les Roumains, les Serbes, les Bulgares, les Grecs dans l'empire turc.

La première explosion de ce mouvement a été le soulèvement des Hellènes qui a abouti à la constitution du royaume de Grèce. En 1830, une révolution dans les Pays-Bas a créé la Belgique. Alors a commencé ce travail de fermentation qui a préparé l'unité allemande et l'unité italienne. La Pologne deux fois a essayé de reconquérir son indépendance par les armes; deux fois elle a été écrasée sous la masse du colosse russe, mais elle ne désespère pas. La Hongrie plus heureuse s'est reconstituée et, renonçant à l'emploi du latin comme langue officielle, y a substitué le magyar. La guerre de 1859 était faite par la France dans l'intérêt de la nationalité italienne, à laquelle elle apporta la Lombardie. La guerre du Danemark, d'où sont sorties les guerres ultérieures, avait pour but de réunir à l'Allemagne le Holstein habité par des populations allemandes. La guerre de 1866 a jeté les bases de l'unité allemande et complété l'unité italienne. La guerre de 1870 a valu à l'Italie Rome comme capitale et a constitué définitivement l'unité allemande; en même temps l'Allemagne arrachait à la France l'Alsace qu'elle revendiquait comme terre allemande et en invoquant des nécessités stratégiques. Ici encore c'est le principe des nationalités poussé à outrance qui met la paix en danger. Mais c'est en Orient que ce principe fait naître les difficultés les plus menaçantes. Il s'agit là, en effet, de l'avenir non seulement de deux empires, l'Autriche et la Turquie, mais même de celui de notre continent tout entier.

Considérons d'abord la situation de l'Autriche. Elle est grave, car c'est dans son sein que luttent et s'entre-choquent six ou sept nationalités diverses: Allemands, Hongrois, Tchèques, Polonais, Croates, Slovènes et Roumains. En ce moment, les Allemands et les Hon-

grois se partagent la direction de l'empire dualiste; mais les Tchèques réclament avec une force croissante le rétablissement de l'ancien royaume de Bohême; les Croates demandent aussi l'autonomie avec l'adjonction de la Bosnie et de la Dalmatie et peut-être le territoire peuplé par les Slovènes. Les Polonais en Galicie ont déjà remplacé l'allemand par leur propre langue comme dialecte de l'enseignement et de l'administration, et ils se préparent, les événements aidant, à rétablir l'ancien royaume de Pologne. Les Roumains, qui sont la majorité en Transylvanie, rêvent de s'unir à leurs compatriotes du royaume voisin de Roumanie. On pourrait peut-être donner satisfaction à tous en faisant de l'Autriche un État fédéral; mais aurait-il alors cette force militaire, cette rapidité de mouvements indispensable à un pays qui se trouve enserré entre l'Allemagne d'un côté et la Russie de l'autre?

C'est, en effet, la rivalité de l'Autriche et de la Russie qui met surtout en ce moment la paix de l'Europe en péril, et c'est ce point-là qu'il faut bien comprendre.

Les Russes ont fait la guerre de 1876 à la Turquie, au nom du principe des nationalités, pour affranchir leurs frères bulgares et serbes du joug des Musulmans. Vainqueurs, ils avaient créé, par le traité de San Stefano imposé au sultan vaincu, la grande Bulgarie qui comprenait presque toute la Turquie d'Europe. Ils espéraient faire de ce nouvel État gouverné à la russe, avec une armée organisée par des officiers russes, une satrapie qui leur aurait livré la route de Constantinople. Au traité de Berlin, l'Angleterre et l'Autriche ont cru faire merveille en coupant la Bulgarie de San Stefano en trois tronçons, la Bulgarie du Nord, capitale Sophia, presque entièrement affranchie; la Bulgarie du Sud, capitale Philippopoli, encore vassale; enfin, la Macédoine maintenue sujette. C'était une faute capitale. Au lieu d'une Bulgarie forte et unie qui n'aurait pas tardé à s'affranchir de la prédominance russe, on a créé une situation instable, déjà ébranlée par la révolution qui a réuni la Bulgarie du Nord à celle du Sud et qui peut être définitivement compromise par un soulèvement en Macédoine. Le prince Ferdinand qui règne maintenant est détesté par la Russie comme catholique et comme officier autrichien. N'était la crainte de déchaîner la guerre, les Cosaques auraient été depuis longtemps le renverser, et aujourd'hui les Russes minent son trône de toutes les façons. Ils ne se résigneront pas facilement à voir les Bulgares qu'ils ont affranchi au prix de leur sang et de leur or, échapper

complètement à leur influence et même, le cas échéant, se tourner contre eux.

D'autre part, l'Autriche s'est engagée dans l'engrenage des rivalités balkaniques en occupant la Bosnie. Deux motifs l'y ont décidée: un motif dynastique et un motif d'intérêt national. Motif dynastique: l'empereur François-Joseph, ayant perdu le Lombard-Vénitien, n'a pas voulu laisser, à sa mort, ses États diminués, et il a saisi avec empressement l'occasion de trouver une compensation dans la Bosnie, à laquelle il tient, dit-on, avec passion. Motif d'intérêt national: l'Autriche avait intérêt à s'avancer comme un coin entre la Serbie et le Monténégro, afin qu'il ne se formât pas là un État capable de s'annexer un jour la Croatie, serbe aussi de langue et de race.

C'est ici qu'on voit apparaître l'antagonisme de l'Autriche et de la Russie d'où dépend en partie l'avenir de notre continent. La Russie ne permettra pas que l'influence de l'Autriche s'établisse d'une façon définitive dans la péninsule des Balkans qu'elle a affranchie, et, d'un autre côté, l'Autriche ne peut admettre que la Russie occupe la Bulgarie, car cette occupation aurait pour conséquence inévitable la possession de Constantinople et de la plus grande partie de la péninsule. Dès lors, c'en serait fait de l'indépendance de la Grèce et de la Serbie, et la situation de l'Autriche en Bosnie, province que réclame énergiquement la Serbie, deviendrait précaire et à la longue intenable.

Il est un fait considérable, peu connu et qu'il ne faut pas perdre de vue quand on réfléchit à l'avenir de l'Europe orientale: c'est la place énorme qu'y occupe la race slave. Jetez un regard sur la carte ethnographique de Kiepert, et vous y verrez que les Slaves, en leurs divers rameaux, couvrent d'abord l'immense empire russe, puis presque toute la péninsule des Balkans, la Pologne, la Bohême, une grande partie de la Cisleithanie et qu'ils s'avancent ainsi vers l'ouest jusqu'à Trieste et presque jusqu'à la chaîne de l'Erzgebirge, c'est-à-dire qu'ils s'étendent sur les trois quarts de l'Europe. En outre, la Russie possède l'Asie centrale, une partie de l'Asie Mineure et toute l'Asie septentrionale jusqu'à la mer de Chine, où peuvent se développer à l'aise des centaines de millions d'hommes. Déjà le nombre de ses habitants approche de cent millions; bien avant la fin du siècle prochain elle en aura deux cent millions. Peu à peu elle s'approchera de la mer de Marmara par l'Arménie et la côte sud de la mer Noire qu'elle annexera à la première rencontre avec la

Turquie. Dans cent ans d'ici, si nous laissons de côté la Chine, il y aura dans le monde deux puissances colossales, auprès desquelles l'Allemagne, l'Angleterre, la France et l'Italie seront des pygmées, ce sont les États-Unis et la Russie.

La question actuelle est celle-ci : l'Autriche qui a parmi ses habitants un nombre de Slaves plus grand que celui de toutes les autres races réunies, peut-elle permettre à la Russie de s'établir dans la péninsule balkanique, ce qui aurait pour conséquence plus ou moins éloignée, le morcellement de l'empire austro-hongrois et le triomphe du panslavisme ? La vue très nette de ce péril rend l'Autriche extrêmement susceptible pour tout ce qui se passe en Bulgarie et en Serbie, et l'a portée à accepter l'alliance avec l'Allemagne.

L'antagonisme entre la Russie et l'Autriche est si frappant que, quand on voyage en Orient, c'est le sujet habituel des conversations tant parmi les diplomates que dans les cercles du pays et dans les campagnes, et on est toujours convaincu que la guerre entre ces deux puissances est inévitable et prochaine. Qu'on se rappelle le traité d'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne récemment rendu public par M. de Bismarck devant l'Europe étonnée ; il prévoit le cas d'une attaque de la Russie contre les provinces autrichiennes, et alors l'armée allemande est tenue de venir en aide à l'armée autrichienne.

Cette situation est si tendue que les moindres incidents sur le Danube prennent une importance extraordinaire et peuvent provoquer en Europe la guerre générale. L'un de ces incidents récents est l'abdication du roi Milan de Serbie. Aussitôt de grandes inquiétudes ont agité l'Autriche. L'empereur et ses deux ministres Kalnóky et Tisza n'ont pas dissimulé la gravité des éventualités possibles. Des fonds ont été aussitôt demandés pour compléter les armements. Les bourses ont baissé, et depuis lors elles restent agitées. On parle de toutes parts de guerre prochaine, et déjà dans les journaux on esquisse les plans de campagne. Voici en quoi consiste le danger. Au roi Milan entièrement dévoué à l'Autriche a succédé une régence qui ne cache pas ses sympathies pour la Russie. Tant que la direction des affaires restera aux mains de M. Ristich, patriote sincère, homme d'état expérimenté, il ne se fera rien en Serbie qui puisse amener de la part de l'Autriche des mesures extrêmes. Mais si les radicaux arrivés au pouvoir, prêchaient ouvertement l'idée d'une grande Serbie s'annexant la Bosnie et provoquaient des soulèvements dans cette province, l'Autriche serait peut-être amenée à in-

tervenir. Elle pourrait le faire en établissant un blocus contre la Serbie sur le Danube, ce qui ne conduirait pas nécessairement à la guerre, mais si un corps autrichien occupait Belgrade, la Russie n'agirait-elle pas de son côté? Que ferait-elle alors? Enverrait-elle ses Cosaques en Bulgarie, ou, comme le croient certains diplomates à Constantinople, prendrait-elle pied au bord du Bosphore? Que feraient alors les autres puissances et notamment l'Angleterre? Pourrait-elle laisser la capitale de l'empire ottoman aux mains des Russes, ce qui serait une menace permanente pour l'Égypte et pour le canal de Suez, par mer d'abord, mais principalement par la voie de terre, un corps d'armée russe pouvant toujours s'avancer vers Suez par l'Asie Mineure et la Syrie? On voit quelles redoutables perspectives s'ouvrent à nos yeux inquiets.

Heureusement, il paraît certain que des sentiments pacifiques dominent dans les conseils des potentats. L'empereur d'Autriche fera tout pour éviter un conflit qui pourrait lui coûter si cher. L'empereur de Russie, qu'on ne connaît pas beaucoup, a prouvé toutefois qu'il ne fera pas la guerre d'un cœur léger, puisqu'il n'a pas voulu mettre à exécution les menaces proférées par le général Kaulbars contre la Bulgarie. Le prince de Bismarck qui s'efforce, dit-on, d'attirer la Russie dans la triple alliance, a pour but unique, semble-t-il, de maintenir le *statu quo*; le jeune empereur d'Allemagne, dont on redoutait l'esprit belliqueux, ne prononce partout que des paroles pacifiques; enfin, la France, justement fière des splendeurs de son Exposition et très occupée des difficiles problèmes de sa politique intérieure, n'a certes nulle intention de donner le signal de la lutte suprême.

Espérons que ce jour ne viendra pas de sitôt, car il est probable que toute l'Europe serait entraînée dans le conflit. Supposons qu'un choc ait lieu entre Russes et Autrichiens dans la péninsule des Balkans. L'Allemagne, d'après la lettre du traité d'alliance, ne serait pas tenue d'intervenir. Mais comme il est probable que la possession de la Bosnie est garantie à l'Autriche, elle ne pourrait, semble-t-il, assister l'arme au bras à l'écrasement de son alliée. Il n'y a point de traité d'alliance entre la France et la Russie; mais, comme l'a dit le prince de Bismarck, cette alliance est faite, tant elle est commandée par les nécessités de la situation. Dès lors, la France à son tour croirait devoir venir en aide à la Russie, ce qui d'après les engagements pris, — affirme-t-on, — par l'Italie amènerait aussi cette puissance sur les champs de bataille. L'Angleterre

à son tour, bien malgré elle sans doute, pourrait aussi être entraînée dans l'engagement général si les victoires des Russes les amenaient à Constantinople ou sur les rives du Bosphore par l'Arménie. <sup>1</sup>

Il est bien difficile de prévoir l'issue de cette immense conflagration et les changements qu'elle produirait dans la carte de l'Europe. En tout cas, il est affligeant de penser que de si graves événements puissent dépendre peut-être d'un coup de tête de quelques patriotes exaltés à Belgrade. Seulement ici, comme toujours dans l'histoire, les situations générales sont créées par l'évolution lente des forces aux prises; la cause déterminante seule semble dépendre du hasard. Pascal a dit, en parlant de la mort de Cromwell: « Un grain de sable mis là a changé la face du monde. » La face du monde change en vertu de causes profondes; le grain de sable n'est que l'accident, mais c'est cela qui frappe surtout les hommes.

ÉMILE DE LAVELEYE.

---

<sup>1</sup> Dans un article de la *Contemporary Review* qui a fait récemment grande rumeur, « Outidanos » exagère, je crois, la valeur de l'appui que l'Angleterre pourrait apporter, par sa flotte, à la triple alliance, quand il dit que les vaisseaux anglais, en défendant les côtes de l'Italie contre la France, rendraient disponibles 300,000 hommes de l'armée italienne. Un anonyme, dans un très remarquable article de la *Revue des Deux Mondes* (*Stratégie navale*, 15 août 1889) montre bien que le moyen de vaincre est de porter toutes ses forces au point décisif. La France, dont le sort se déciderait aux bords du Rhin, ne commettra pas l'erreur d'envoyer 200,000 hommes sur les côtes de l'Italie. Supposons le débarquement possible et même Rome occupée: à quoi bon, si la victoire reste aux Allemands en Alsace? Avec les millions d'hommes dont disposent les États maintenant, une intervention de la flotte anglaise ne peut être efficace que pour défendre Constantinople.

---